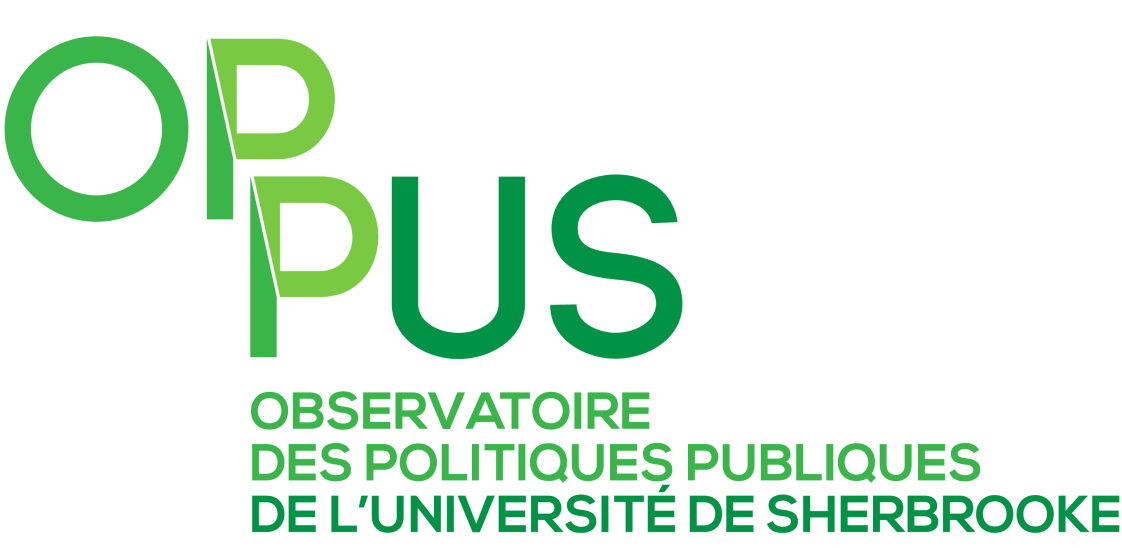
**L’instrumentalisation de la politique américaine de l’*Internet Freedom* sous les administrations Obama et Trump**



NOTE D'ANALYSE

Félix Gariépy

Avril 2022

**INTRODUCTION**

C’est en 2006 que le Département d’État américain reconnut officiellement l'importance de la liberté de l’internet dans la conduite des affaires extérieures avec la création de la *Global Internet Freedom Task* par Condoleezza Rice la même année. À cette époque et dans les années qui suivirent, de nombreux événements liés à l’utilisation de l’internet à des fins de répression en Chine, en Iran et lors du Printemps arabe amenèrent les États-Unis à défendre leur vision de l’internet au-delà de leurs frontières (Fontaine et Rogers 2011, 11). Qui plus est, la perception par l’administration Obama de Twitter comme vecteur du mouvement vert de 2009 en Iran, jumelé à un engouement médiatique, renforça davantage la vision américaine de l’internet et la perception d’un potentiel démocratique attribué à celui-ci (Morozov 2012, 1-31). Cependant, il n’y avait pas, jusqu’en 2011, de stratégie américaine articulée sur le sujet.

Formulée par Hillary Clinton sous forme de discours en 2011 dans le cadre de l’inauguration de la *Freedom Online Coalition*, la politique de l’*Internet Freedom* a pour objectif la promotion et la défense d’un internet unique[[1]](#footnote-1) où la liberté d’expression est garantie pour tous et toutes, notamment dans l’objectif d’affaiblir les régimes autoritaires (Clinton 2010). Présentée à cette époque comme une priorité de la politique étrangère de l’administration Obama, certains observateurs se sont notamment inquiétés de l’avenir de cette politique sous l’administration Trump (Segal 2018). Alors que plusieurs ont évoqué un faible intérêt chez Trump pour la protection des droits humains de manière générale (Grisby 2018), d’autres ont noté de nombreuses actions de son administration ayant ultimement mis à mal l’état des droits humains en ligne aux États-Unis et dans le monde (McCarty 2020). Cependant, plusieurs éléments nous amènent malgré tout à constater une continuité de cette politique par l’administration Trump. Cela dit, on remarque plus largement que les différents efforts de chacune de ces administrations à l’égard de l’*Internet Freedom* pourraient signifier une instrumentalisation différente par ces dernières de cette politique. Ultimement, nous comparerons et analyserons l’instrumentalisation de cette politique par les administrations Trump et Obama à travers leurs efforts respectifs. La pertinence de cette analyse réside avant tout dans le fait qu’elle vise à explorer un aspect de l’*Internet Freedom* quasi absent de la littérature scientifique, soit l’instrumentalisation de celle-ci ainsi que l’évolution de cette politique dans le temps. De manière plus large, cette analyse vise également à contribuer aux connaissances actuelles portant sur l’instrumentalisation de l’internet dans la conduite des affaires extérieures des États. Par ailleurs, cette analyse est tout autant pertinente pour les décideurs et décideuses politiques canadiens considérant que le Canada est un allié de la politique américaine de l’*Internet Freedom (*Global Affairs Canada 2021).

Dans l’objectif de mieux répondre à notre question de recherche, nous diviserons notre analyse en trois temps. Afin de faciliter la compréhension du présent travail, nous décrirons d’abord ce que nous entendons par la politique de l’*Internet Freedom* ainsi que le contexte dans lequel cette dernière fut formulée. Ensuite, nous décrirons les efforts respectifs des administrations Obama et Trump à cet égard. Enfin, nous analyserons et comparerons la manière dont chacune des administrations Trump et Obama instrumentalisèrent ladite politique au regard des efforts déployés par ces dernières.

**La politique de l'*Internet Freedom***

*Contexte*

À la veille des années 2010, une série d’événements liés à une utilisation maligne de l’internet par des régimes autoritaires provoquèrent chez les élites politiques américaines un désir de lutter contre de telles utilisations afin de préserver le modèle américain de l’internet. À titre d’exemple, en 2008, la compagnie américaine Cisco faisait face à une enquête du Comité judiciaire du Sénat concernant la possibilité qu’elle ait vendu des équipements de surveillance à la Chine (Fontaine et Rogers 2011, 11). Qui plus est, Google et Yahoo furent accusés à la même époque de collaborer avec le régime chinois en censurant certains éléments et en divulguant les informations personnelles de certains de ses utilisateurs aux autorités chinoises (Yardley 2006). En plus d’être considérées par les États-Unis comme incompatibles avec leur conception de l’internet, l’utilisation de l’internet par les régimes autoritaires, dont la Chine, représentaient une menace croissante pour les principes moraux promus par les États-Unis dans le monde (Clinton 2010).

Ultimement, ces événements nourrirent l’idée de mettre sur pieds une politique articulée visant à défendre la continuation des droits humains sur internet, dont la liberté d’expression et d’opinion garantie par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l’Homme (DUDH). Autrement, cette volonté se traduisit notamment par la formation, en 2010, d’un caucus bipartisan au Sénat travaillant à défendre la liberté de l’internet (Sen. Bob Casey 2021).

Dans un autre ordre d’idée, le mouvement vert de 2009 en Iran, qualifié de *Twitter Revolution* par certains en dépit d’avis divergents (Morozov 2012, 1-31),engendra un engouement tant au sein des médias qu’auprès de la classe politique américaine relatif à la croyance au potentiel démocratique de l’internet. Il devint ainsi impératif d’intégrer l’internet en tant qu’outil, au service de la politique étrangère américaine. Dans son discours au Newseum en 2010, Hillary Clinton exprima très clairement la volonté des États-Unis de :

*« put these tools in the hands of people who will use them to advance democracy and human rights, to fight climate change and epidemics, to build global support for President Obama’s goal of a world without nuclear weapons, to encourage sustainable economic development that lifts the people at the bottom up* (Clinton, 2010) ».

À titre d’exemple, ce désir se refléta notamment par l’adoption unanime au Sénat du *Victims of Iranian Censorship (VOICE) Act* en 2009 (Fontaine et Roger 2011, 11) avec pour objectif explicite de faciliter l’accès à l’information en ligne pour la population iranienne en plus de lui permettre d’être mieux outillée pour contourner la censure du régime sur internet (U.S. Senate. Committee on Armed Services 2009).

En somme, le contexte ayant mené à la création de la politique de l’*Internet Freedom*, fut marqué par deux séries d’événements qui se reflèteront dans les deux formes de cette politique. D’une part, de nombreux événements liés à la surveillance sur internet provoquèrent une volonté à Washington d’étendre la défense des valeurs démocratiques américaines sur internet. D’autre part, le cyber utopisme de l’époque nourri par la révolution de 2009 en Iran amena la classe politique américaine à intégrer la question de la liberté de l’internet à la politique étrangère américaine dans l’objectif d’affaiblir les régimes autoritaires par le biais d’outils facilitant l’activisme en ligne.

*Définition de la politique de l’Internet Freedom*

Tel que mentionné plus tôt, la politique américaine de l’*Internet Freedom* fut définie par Hillary Clinton en 2011 lorsqu'elle était Secrétaire d’État. Nous rappelons également que la formulation de cette politique se fit en réaction au contexte de l’époque tout juste abordé. À travers l’analyse des trois principaux discours donnés par Hillary Clinton traitant de l’*Internet Freedom*, soient celui donné en 2010 au Newseum (Clinton 2010), celui de La Haye en 2011 (Clinton 2011a) ainsi que celui à la George Washington University la même année (Clinton 2011b), nous tenterons de relever les grandes lignes de cette politique. D’autre part, nous nous pencherons sur les analyses de Morozov(2012), Roger et Fontaine (2011) ainsi que celle de Powers et Jablonski (2015) afin d’illustrer la littérature actuelle sur le sujet en plus d’approfondir notre compréhension de la politique de l'*Internet Freedom*. Finalement, nous donnerons notre propre définition de cette politique ainsi que ses grandes lignes.

De manière très large, la politique de l’*Internet Freedom* se résume pour les États-Unis à « *stand for a single internet where all of humanity has equal access to knowledge and ideas* » (Clinton 2010). Autrement dit, cette politique a pour objectif déclaré la défense d’une certaine vision de l’internet promue par les États-Unis au-delà de ses frontières. À la lumière des trois discours donnés par Clinton sur l’*Internet Freedom*, on constate cependant que cette politique revêt de deux formes distinctes, soit la forme faible (liée à la liberté sur internet) qui est explicite ainsi que la forme forte (liée à la liberté via internet) qui est implicite (Morozov 2012). D’une part et pour reprendre les propos d’Hillary Clinton dans un de ses discours (2011a), la forme faible de l’*Internet Freedom* renvoie à la défense et la promotion de la liberté de se connecter (*Freedom to connect*) qui regroupe les libertés d’expression, d’association et d’assemblé en ligne. À cet égard, l’ancienne Secrétaire d’État se fonda sur certaines des libertés fondamentales inscrites dans la Constitution américaine. Par ailleurs, c’est surtout à cette forme que se réfèrent les décideuses et décideurs politiques américains lorsqu’ils utilisent l’expression « liberté de l’internet »[[2]](#footnote-2). D’autre part, la forme forte de cette politique implique la reconnaissance d’un certain potentiel émancipateur à l’internet : « *the internet as an enabler of some kind of 1989-inspired bottom-up revolt, with tweets replacing faxes* » (Morozov 2012, 230). En d’autres termes, la liberté de se connecter et donc l’internet, en tant qu’outil, disposerait du potentiel d’affaiblir les États autoritaires en facilitant la promotion des valeurs démocratiques en leur sein (Fontaine et Roger 2011, 12). Si la présence de la forme faible au sein de la politique de l’*Internet Freedom* n’est pas sujette à débat, la présence de la forme forte est quant à elle contestée par certains auteurs, dont Fontaine et Rogers. Dans leur article (2011), les deux auteurs du *Center for a New American Security* expriment une réticence à inclure cette forme dans leur définition de ladite politique parce qu’elle n’est pas mentionnée explicitement dans les discours. S’il est vrai qu’Hillary Clinton fait très peu référence au terme « démocratie » dans ses discours sur l’*Internet Freedom*, de nombreux passages suggèrent la reconnaissance de l’internet en tant qu’outil affaiblissant les régimes autoritaires. Dans son discours à la George Washington University en 2011, elle exprime que :

*« In both of these countries* [Iran et Égypte]*, the ways that citizens and the authorities used the internet reflected the power of connection technologies on the one hand as an accelerant of political, social, and economic change, and on the other hand as a means to stifle or extinguish that change* (2011a) ».

D’autre part, elle exprime dans son discours au Newseum en 2010 que « *the internet can help humanity push back against those who promote violence and crime and extremism* » (2010). Ainsi et pour reprendre les propos de Morozov (2012, 232) et de Jablonski et Powers (2015, 181), tout en en militant pour la liberté de se connecter, les États-Unis misent sur le fait que cette même liberté affaiblirait les États autoritaires. Qualifiée par Morozov (2012, 233) de cyber utopiste et ignorante des aspects négatifs de l’internet, cette politique ne serait qu’une stratégie de marketing S’il est vrai que cette politique comporte son lot de contradictions et d'utopisme, les discours d’Hillary Clinton reconnaissent très clairement les aspects négatifs de l’internet. À titre d’exemple, elle souligne dans son discours au Newseum le double usage de l’internet: « *technologies with the potential to open up access to government and promote transparency can also be hijacked by governments to crush dissent and deny human rights.* » (2010). Par ailleurs, l’ancienne Secrétaire d’État reconnaît également les défis et enjeux relevant de la politique de l’*Internet Freedom*.

Tout en reconnaissant le potentiel de l’internet que cherche à exploiter la politique de l’*Internet Freedom*, Hillary Clinton met aussi de l’avant trois défis interreliés auxquels les États-Unis font face en la matière (et qui teintent les contradictions que nous aborderons plus tard). Le premier défi relève de l’équilibre entre trop de sécurité et trop peu de sécurité : tant un déficit qu’un surplus de sécurité menacent la liberté de se connecter. À titre d’exemple, un trop grand laxisme quant aux mesures de sécurité sur internet pourrait accroître l’utilisation de l’internet à des fins de recrutement terroriste ou de pornographie juvénile (Sanger 2015). Quant au deuxième défi, il concerne l’équilibre entre la transparence et la confidentialité sur internet. Tout en étant un espace ouvert au public, l’internet représente aussi un espace où l’on s’échange des messages privés. Par ailleurs, ce défi est lié aux précédents dans la mesure où la transparence de la part gouvernements peut parfois interférer avec la sécurité de l’État tout comme trop de confidentialité rend toute vie démocratique difficile. Finalement, le troisième défi, extrêmement d’actualité, représente l’équilibre entre la liberté d’expression sur internet ainsi que la censure des discours haineux et intolérants (Clinton 2011a). Ultimement, les trois défis soulignés par Clinton dans son discours sont des questions d’équilibre.

À la lumière de la présente section, nous définissons l’*Internet Freedom* comme un outil de la politique étrangère américaine ayant pour objectif la défense et ainsi que la promotion de la vision américaine de l’internet. Elle vise en premier lieu la protection de la liberté de se connecter, soit la liberté sur internet (*weak form*). D’autre part, elle reconnaît et tente d’exploiter ce qu’elle considère comme le potentiel démocratique de l’internet, soit la liberté via internet (*strong form*). Loin d’ignorer les aspects négatifs de l’internet, cette politique reconnaît à la fois ces mêmes éléments ainsi que les défis que posent internet.

**La politique de l’*Internet Freedom* sous l’administration Obama**

«*This is a foreign policy priority for us, one that will only increase in importance in the coming years*»(Clinton, 2011a).

Comme le soulignent Fontaine et Rogers (2011, 19) dans leur article, les efforts de l’administration Obama relatifs à la politique de l’*Internet Freedom* se divisent en trois grands axes que nous analyserons : le transfert et le développement de technologies pour contourner la censure, la création de normes internationales et finalement, l’accroissement de l’implication du secteur privé. Par ailleurs, malgré les nombreuses critiques pouvant être formulées à l’égard chacune de ces catégories, nous ne ferons ici que les présenter.

La *Twitter Revolution* de 2009 ayant provoqué un engouement à Washington pour le potentiel émancipateur de l’internet, il devint ainsi nécessaire pour les États-Unis de financer le développement de technologies permettant de contourner la censure sur internet (ICCT) tels que des réseaux privés virtuels et de les distribuer dans les États restreignant l’accès à internet. Ainsi, entre 2008 et 2010, le Congrès américain accorda près de 50 millions de dollars (USD) au Département d’État américain afin de soutenir la politique américaine de l’*Internet Freedom*. Tout en finançant le développement d’ICCT, le Département d’État mit sur pied des programmes de formation pour les activistes visant un usage sécuritaire et adéquat des ICCT. En date de 2015,

*« these programs have helped to train over 10,000 at-risk journalists and human rights defenders on digital safety and supported the development and dissemination of anti-censorship and secure communication tools that have helped millions of users access the Internet and stay safe online* (Office of the Spokesperson 2015) ».

Toutefois, selon le *Washington Post* et le *New York Times*, des 50 millions prévus, seulement 20 millions furent réellement dépensés pour financer le développement d’ICCTpar peur de représailles du gouvernement chinois (U.S. Senate 2011, 40). En effet, le Département d’État finançait à l’époque l’organisme *Global Internet Freedom Consortium* pour le développement d’ICCT dont plusieurs membres fondateurs sont issus du groupe religieux chinois Falun Gong, persécutés par Pékin (U.S. Senate 2011, 40). Un trop grand financement de ce groupe par les États-Unis aurait donc pu être perçu par l’État chinois comme une provocation. En réaction aux actions du Département d’État jugées insuffisantes, le Congrès diminua le budget de ce dernier pour réallouer, en 2011, 10 millions de dollars à la *Broadcasting Board of Governors* (BBG) ayant déjà une certaine expertise en matière de lutte contre la censure dans certains États autoritaires comme l’Iran (U.S. Senate 2011, 44). Les divisions de l’*Internet Anti-Censorship* (AIC) et de l’*Open Technology Fund* (OTF) de la BBG devinrent ainsi, dès 2011 (2012 pour l’OTF), les deux principaux organes étatiques américains finançant le développement d’ICCT. Avec un budget modeste de 1,6 million de dollars en 2010 (Shell 2013), la BBG vit son budget consacré à la lutte de la censure sur internet augmenter de plusieurs millions en la matière pour atteindre 9,1 millions en 2013 et 25 millions en 2014 (budgets de l’AIC et de l’OTF combinés). Cela étant, en plus de financer le développement d’ICCT, l’AIC (*Office of Internet Freedom* depuis 2016) et l’OTF développèrent des d’outils permettant de suivre l’évolution de la censure sur internet en temps réel (Internet Anti-Censorship Division 2013, Internet Anti-Censorship 2015).

Dans un deuxième temps, l’administration Obama œuvra à la création de normes internationales renforçant la liberté de l’internet. D’abord et en tant que membres fondateurs de la *Freedom Online Coalition* (FOC), les États-Unis s’engagèrent à collaborer avec d’autres États, dont le Canada, dans le but de faire avancer la cause de la liberté de l’internet à l’international. De manière plus concrète, cet engagement au sein de la FOC se traduit par le financement du *Digital Defenders Partnership*, soit une collaboration visant à soutenir des activités telles que la protection de blogueurs et de cyber activistes, le rétablissement de connexions internet coupées, etc. (Figliola 2013, 4). Sans spécifier explicitement quelle forme de liberté de l’internet ladite Coalition défend, on comprend toutefois qu’elle vise essentiellement la liberté sur internet. Dans un document de la FOC, on précise que « la mission et les vues de la Coalition sont fondées sur l’idée que les droits des individus dans la vie réelle doivent aussi être protégés en ligne » (s.d., 4). Créée dans le cadre de la conférence à La Haye où Hillary Clinton articula la politique de l’*Internet Freedom*, il n’est donc pas surprenant que la mission de cette coalition reprenne largement les principes phares énoncés par Clinton, dont l’application des articles 19 et 20 de la DUDH, à l’internet (Clinton 2010).

D’autre part, les États-Unis sont membres depuis 1995 de l’Arrangement de Wassenaar qui vise à instaurer certaines normes régissant l’exportation d’armes conventionnelles et de biens technologiques à double usage[[3]](#footnote-3). Cet arrangement qui inclut les technologies de surveillance depuis 2013, à la demande des États-Unis, vise également à coordonner les stratégies nationales en la matière. Toutefois, il est important de préciser que cet arrangement n’est pas contraignant sur le plan du droit international et requiert seulement des États de notifier le refus d’un transfert (Wassenaar Arrangement Secretariat 2019). Qui plus est, alors que la majorité des États membres de cet arrangement ont restreint l’exportation des technologies de surveillance sur internet, les États-Unis ne l'avaient toujours pas fait à la fin du mandat d’Obama (Fontaine et Rogers 2011, 32). Il faut en effet, attendre l’été 2020, sous l’administration Trump, pour observer un resserrement du contrôle des exportations de ces technologies, et ce, seulement envers certaines entités chinoises (Congressional Research Service 2021, 2). À cet égard, il convient de souligner le *Global Online Freedom Act* de 2011, proposé par le républicain Chris Smith qui aurait notamment eu pour effet de restreindre l’exportation de telles technologies (Brown 2013, 155). Par ailleurs, ce projet de loi resta en comité et ne fut jamais présenté à la Chambre des représentants pour un vote.

Dans un troisième temps, l’accroissement de l’implication du secteur privé dans la défense de l’agenda de l’*Internet Freedom* était essentiel pour Washington. En effet, les autorités américaines prirent connaissance à partir de 2006 qu’un nombre important de compagnies privées américaines avait vendu des technologies de surveillance et de censure à des régimes autoritaires en plus de se soumettre aux demandes de ces derniers dans certains cas (Jardin 2006). Plutôt que de réglementer directement les activités du secteur privé en la matière, l’administration Obama préconisa une approche soutenant les compagnies américaines s’engageant à défendre la liberté de l’internet tout en cherchant à responsabiliser le secteur privé. À cet effet, dans l’un de ses discours portant sur la politique de l’*Internet Freedom*, Hillary Clinton salue les initiatives du secteur privé en la matière :

*« We’re also encouraged by the work that’s being done through the Global Network Initiative, a voluntary effort by technology companies who are working with nongovernmental organizations, academic experts, and social investment funds to respond to government requests for censorship* (Clinton 2010) ».

En réponse à la mauvaise presse dont Microsoft, Yahoo! et Google furent l’objet suite à leur collaboration avec des régimes autoritaires vers 2005, la *Global Network Initiative* (GNI) fut créée en 2008. Avec pour objectif de répondre aux pressions populaires ainsi qu’au dilemme moral (respect des droits humains/quête de profits) auquel ces trois compagnies faisaient face (et font toujours face), elles mirent de l’avant, à travers la GNI, trois pistes de solution centrées sur l'auto-initiative. D’abord, de nouvelles normes furent créées au sein de chacune des trois entreprises afin d’intégrer davantage les droits humains dans la prise de décisions. D’autre part, chacune de ces entreprises s’engagea à mettre sur pied plus de moyens pour collaborer avec les ONG et les experts en termes de droits humains. Finalement, la GNI permit de créer une communauté de chercheuses et de chercheurs s’intéressant à une approche intersectionnelle des droits humains et de l’internet (Hope 2011, 8-11).

Ainsi, l’administration Obama travailla à la création de normes internationales protégeant la liberté de l’internet, finança le développement d’ICCT et finalement, tenta d’impliquer davantage le secteur privé. De plus, il est également important de souligner que cette administration, tout en faisant abondamment la promotion de la liberté de l’internet, fit de la politique de l’*Internet Freedom*, à travers différents discours, une priorité déclarée de sa politique étrangère (Clinton, 2011a). Par ailleurs, l’importance de cet enjeu se refléta dans la hausse du budget alloué à l’AIC et par la création de la FOC.

**La politique de l’*Internet Freedom* sous l’administration Trump**

En dépit d’une présence quasi inexistante de la politique de l’*Internet Freedom* dans les discours du président ou du secrétaire d’État en comparaison avec l'administration Obama, on remarque cependant que l'administration Trump poursuivit à divers degrés les efforts de l'administration précédente en la matière. Tout en reprenant certains propos de Segal (2018), nous constatons que les efforts de l'administration Trump vis-à-vis de la politique de l’*Internet Freedom* se divisent en trois grands axes : le transfert et le développement d’ICCT, la hausse du financement de la politique de l’*Internet Freedom* et finalement, la création d’un cadre réglementaire limitant les exportations de technologies de surveillance. Dans une autre mesure et même s’ils sont très similaires à ceux de l'administration Obama, nous verrons les efforts internationaux américains de l'administration Trump à travers la FOC.

Dans le même ordre que l’administration Obama, l'administration Trump finança, à travers l’*Office of Internet Freedom* (OIF) (auparavant l’AIC) et l’OTF le développement et l’exportation d’ICCT dans les États restreignant la liberté de l’internet. En plus de poursuivre le financement de VPN et de proxies (ICCT), l’OIF élargit sous Trump son éventail d’outils offerts aux cyberactivistes. Dans une brochure de 2018 sur les projets en cours de l’OIF, on y mentionne le développement d’un projet d'infonuagique (Eclipis.is) visant à offrir aux projets financés par l’OIF un accès « *to a secure cloud infrastructure in order to research, develop, and deploy their tools and services in secure and strategically located environments around the globe* » (Office of Internet Freedom 2018). D’autre part, l’OIF développa durant cette même période de multiples outils permettant d’accroître sa vitesse de réaction aux tentatives de censure de l’internet de la part d’États autoritaires. À cet égard, nous soulignons la mise sur pied du *Rapid Response Fund* ainsi que de l’outil *Analytic Central* regroupant les informations relatives à l’usage d’ICCT dans le monde (Office of Internet Freedom 2018). Si l’OIF et l’OTF se partageaient également les fonds alloués à l’*U.S. Agency for Global Media* (USAGM) entre 2013 et 2017, l’OTF accapara la majorité des fonds à partir de 2018 (71%) pour disposer de 99% (2020) des fonds relatifs à la politique de l’*Internet Freedom* alloués par le Congrès à l’USAGM. Qui plus est, l’OTF, qui relevait auparavant *Radio Free Asia* (relevant de l’USAGM), est depuis 2020, une organisation à but non lucratif indépendante de cette dernière (Open Technology Fund 2020). Si cette réorganisation rend les capacités de l’OIF à développer ses propres outils extrêmement réduites (175,000 $ alloués en 2020), l’OTF poursuit cependant les mêmes objectifs que l’OIF en plus de financer des outils recommandés par l’ONU tel que Tor permettant une navigation anonyme sur internet (Verma 2020).

Cela étant dit, la restructuration de l’OTF en 2020 accentua l’extériorisation de l’expertise du gouvernement américain en termes d’ICCT au profit du secteur privé. Par ailleurs, le Département d’État et l’Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) agissent dans le même sens en finançant des projets privés. Ainsi, on constate que les efforts du Gouvernement américain en termes d’ICCT tendent à s’appuyer davantage sur le secteur privé que sur ses propres ressources malgré la volonté du directeur de l’USAGM en 2020, Michael Pack, de revitaliser l’OIF (USAGM 2020). À cet égard, il est toutefois ici important de souligner que Michael Pack, en plus de renvoyer la direction de l’OTF peu de temps après son assermentation en 2020, menaça, selon le *New York Times*, de retirer le financement accordé à l’OTF pour trois ans en réaction au refus de l’organisation de financer l’ICCT *Ultrasurf* du groupe religieux Falun Gong[[4]](#footnote-4), jugée peu efficace par l’OTF et le Département d’État (Verma 2020).

Alors que le budget de l’USAGM se stabilisa à partir de 2015 (autour de 15 millions USD avec 2020 pour exception avec 20 millions USD), le budget total accordé par le Congrès à la politique de l'*Internet Freedom* augmenta de 5 millions par année sous Trump, en plus d’être stable, ce qui n’était pas le cas sous l'administration Obama (voir graphiques en annexe). Ainsi, alors que le budget alloué à cette politique était de l’ordre de 50,5 millions USD en 2017 (FY17), il atteignit 70 millions USD dans le budget proposé par Trump pour l’année 2021 (FY21) (U.S. House of Representatives 2020 ; U.S. House of Representatives 2017). En dépit du peu de promotion officielle de la politique de l’*Internet Freedom* faite par l'administration Trump entre 2017 et 2021, le soutien financier de cette politique fut plus important que sous l'administration Obama en plus de croître chaque année.

Dans un autre ordre d’idée, c’est sous l'administration Trump que furent mises en place les premières mesures visant à inclure davantage les droits humains dans l’émission de licences d’exportation de technologies à double usage. À cet égard, le *Bureau of Industry and Security* (BIS) amenda l’*Export Administration Regulations* (EAR) en octobre 2020. Pour reprendre les termes du BIS,

*« This revision is necessary to clarify to the exporting community that licensing decisions are based in part upon U.S. Government assessments of whether items may be used to engage in, or enable violations or abuses of, human rights including those involving censorship, surveillance, detention, or excessive use of force* (Federal Register 2020, 63007-63009) ».

En lien avec ces nouvelles mesures, il convient de rappeler que l'administration Obama n’avait pas agi dans ce sens, malgré ses engagements internationaux contractés dans le cadre de l’Arrangement de Wassenaar en 2013 en raison du secteur technologique américain qui exprimait l’impossibilité de prédire l’usage futur de ses produits par les États.

Ensuite, entre 2019 et 2020, l'administration Trump interdit l’exportation de composantes technologiques par des compagnies américaines à onze compagnies chinoises impliquées dans la violation de droits humains envers la minorité ethnique ouïghoure. Longtemps attendue, cette mesure visait notamment à apaiser les critiques de certains républicains jugeant insuffisantes les actions de l'administration Trump contre l’autoritarisme chinois (Behsudi et Palmer 2019 ; Swanson 2020). Toutefois, même si ces sanctions ont pour effet de promouvoir les objectifs de la politique de l’*Internet Freedom*, il est important de souligner qu’elles ne furent pas prises explicitement au nom de cette politique. Au contraire, ce fut en réponse aux violations des droits humains perpétrées envers le peuple ouïghour. Cependant, l’évocation des droits humains comme motif est questionnable vu le faible intérêt démontré par l'administration Trump envers ces derniers tout au long de sa présidence. Elles semblent, au contraire, s'inscrire dans la guerre commerciale sévissant entre les États-Unis et la Chine. Visant à freiner le développement des capacités technologiques chinoises, cette guerre s’est traduite sous Trump par le *Clean Network Initiative* et par une pression sur la chaîne d’approvisionnement technologique chinoise, dont sur les semi-conducteurs produits aux États-Unis (Segal 2020). Ainsi, il apparaît que cette interdiction d’exportation ne fut non pas utilisée dans le but de lutter contre les régimes autoritaires, comme Obama, mais dans le cadre de la guerre commerciale menée par l’administration Trump contre la Chine.

D’autre part, le Département d’État américain émit en 2020 le *Guidance on Implementing the UN Guiding Principles for Transactions Linked to Foreign Government End-Users for Products or Services with Surveillance Capabilities* visant à outiller les compagnies américaines pour qu’elles puissent mieux évaluer le risque que leurs produits soient utilisés à des fins de surveillance et de violation de droits humains. De manière plus concrète, on retrouve dans ce guide un processus en plusieurs étapes se caractérisant notamment par l'évaluation de l'état des droits humains dans le pays ainsi que le potentiel que le produit soit utilisé de manière maligne. Par ailleurs, on indique aussi dans ce document, des exemples de signes alarmants (*Red flags*) auxquels les compagnies doivent être attentives pour chacune des étapes présentées. Cela étant, il est important de mentionner que ce guide ne représente pas une obligation légale pour les compagnies américaines.

Finalement, l’administration Trump poursuivit les efforts américains au sein de la FOC entamé par l'administration Obama sans aller au-delà de ces derniers. Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, la FOC et les États-Unis émirent une déclaration en 2020 condamnant les États ayant utilisé le contexte de la crise sanitaire pour restreindre la liberté de l’internet. Dans cette même déclaration, l’ensemble des membres de la FOC appelèrent les gouvernements à notamment se retenir

*« from adopting or implementing laws and policies that may negatively affect the enjoyment of human rights, or that unreasonably restrict civic space online and offline, in violation of states’ obligations under international human rights law* (United States Department of State 2021) ».

Pour résumer, nous venons de voir que malgré le peu d’intérêt déclaré de l'administration Trump pour la politique de l’*Internet Freedom* et les droits humains, elle poursuivit, à plusieurs égards, les efforts de l'administration Obama. Qui plus est, en plus de financer davantage les efforts américains en la matière, elle mit en place plusieurs mesures restreignant l’exportation de technologies étant utilisées à des fins de surveillance.

**COMPARAISON DES ADMNISITRATIONS OBAMA ET TRUMP**

Avant d’entamer directement cette partie, il convient de rappeler notre question, car c’est dans cette section que nous tenterons d’y répondre. Quelles sont les similarités et les différences dans la manière dont les administrations Obama et Trump instrumentalisèrent la politique de l’*Internet Freedom* ? Dans l’objectif de mieux répondre à cette question et d’apporter certaines pistes de réponses, nous analyserons et comparerons l’instrumentalisation de la politique de l’*Internet Freedom* des administrations Trump et Obama.

Aux vues de la section portant sur l’administration Obama, on constate que pour l’essentiel, celle- ci instrumentalisa la politique de l’*Internet* *Freedom* dans l’objectif d’affaiblir les régimes autoritaires et de promouvoir davantage le modèle et les valeurs américaines. En effet, les différents efforts et discours de l’administration Obama relatifs à la politique de l’*Internet Freedom* vont dans ce sens. D’une part, cette administration finança à travers divers organismes la création d’ICCT permettant de contrer la censure des régimes autoritaires afin de les mettre à la disposition des activistes en ligne. D’autre part, l’administration Obama, à travers la FOC, travailla à la mise en place d’une coalition d’États affirmant l’importance de la liberté de l’internet en soutenant notamment les activistes en ligne et l’édiction de normes internationale en ce sens. Qui plus est, cette coalition défend une conception des droits humains s’appliquant sur internet différente de celle du bloc sino-russe qui justifie, par exemple, des mesures limitant la liberté d’expression en ligne au nom du principe de la souveraineté des États (European Union Institute for Security Studies 2018, 46). Plus largement, ces efforts visent, de manière complémentaire, à utiliser l’internet comme enjeu permettant de promouvoir davantage le modèle américain et ses valeurs au sein des forums internationaux dont la FOC ainsi qu’à faciliter et supporter l’activisme en ligne contre les régimes autoritaires dans le but d’affaiblir ces derniers. Dans cette optique, la politique de l’*Internet Freedom*, tel qu’instrumentalisée par l’administration Obama, serait un outil supplémentaire de la puissance douce américaine. De plus, on pourrait avancer que cette lutte contre de tels régimes s’inscrit plus largement dans la vision manichéenne des États-Unis de la lutte du bien contre le mal dans laquelle ils se considèrent historiquement impliqués à travers [[5]](#footnote-5) :

*« Now, this challenge [freedom of expression on the internet] may be new, but our responsibility to help ensure the free exchange of ideas goes back to the birth of our republic. The words of the First Amendment to our Constitution are carved in 50 tons of Tennessee marble on the front of this building. And every generation of Americans has worked to protect the values etched in that stone.* (Clinton, 2010) ».

Ainsi et selon cette conception, l’internet ne serait qu’une bataille parmi plusieurs dans cette lutte américaine contre le mal. Cela étant, plusieurs auteurs ont noté la réticence de l’administration Obama à utiliser cette politique pour affaiblir certains États autoritaires dont la Chine (Marks 2015). Par ailleurs, ce cas de figure illustre bien les limites des actions que l’administration Obama était prête entreprendre pour affaiblir les régimes autoritaires et promouvoir son modèle et ses valeurs en opposition directe avec, par exemple, celui de la Chine. À cet égard, on pourrait également avancer, dans le même ordre d’idées que Morozov (2012, 233) que cette politique ne fut qu’une stratégie de marketing de la part de l’administration Obama visant à se présenter comme proactif et garant des valeurs démocratiques américaines aux yeux de la population des États-Unis et sur la scène internationale dans un contexte où les menaces pesant sur la liberté de l’internet étaient croissantes.

Contrairement à l’administration Obama, les différents efforts de l’administration Trump nous portent à croire qu’elle instrumentalisa non pas l’*Internet Freedom* dans l’objectif d’affaiblir les régimes autoritaires ou de propager le modèle américain, mais dans le cadre de la guerre commerciale avec la Chine. Autrement dit, cette politique fut un outil parmi plusieurs utilisés par l’administration Trump dans la poursuite de cette guerre. En effet, la volonté de réduire les exportations de technologies de surveillance américaines en Chine, le *Clean Network Initiative*, etc. sont certes, des éléments liés à la politique de l’*Internet Freedom*, mais qui dans ce cas-ci, auraient pour but ralentir le développement technologique de la Chine. À cet égard, la violation des droits humains contre le peuple ouïghour par la Chine semble avoir été utilisée comme prétexte pour aller de l’avant avec ces mesures restrictives. Dans un autre ordre d’idées, l’affinité déclarée de Trump pour plusieurs dirigeants autoritaires, dont Kim Jong-un, renforce l’idée que ce ne fut pas dans l’objectif d’affaiblir les régimes autoritaires, comme l’administration Obama, que son administration instrumentalisa la politique de l’*Internet Freedom*. Cela étant, la poursuite des efforts américains sous Trump au sein de la FOC ainsi que la hausse du financement accordé au développement d’ICCT contredit à plusieurs égards l’idée voulant que ce n’est qu’à des fins de guerre commerciale que l’administration Trump instrumentalisa cette politique. À cet égard, la poursuite des efforts entamés par l’administration Obama visant à affaiblir les régimes autoritaires sous Trump pourrait s’expliquer par le concept de dépendance au sentier voulant que les décisions de l’administration Trump relatives à la politique de l’*Internet Freedom* furent partiellement influencées par les décisions des administration passées, dont celles d’Obama (Goodin et Tilly 2006, 457). Dans cet optique, l’absence de rupture complète quant à l’instrumentalisation de l’*Internet Freedom* s’expliquerait par le fait que les administrations antérieures auraient mis en place des « conditions institutionnelles qui soit bloquent ou rendent difficiles les tentatives de changer le statut quo » (Torfing 2009, 71). À ce sujet, on pourrait mettre de l’avant que l’une de ces conditions est le concept de l’exceptionnalisme qui est l’une des tendances profondes et historiques du style national américain (Vandal 2012, 67-116). Cela étant, nous ne faisons ici que proposer une piste d’explication sans pour autant approfondir davantage cette idée.

En sommes, on constate que bien que la politique de l’*Internet Freedom* fût poursuite à plusieurs égards sous l’administration Trump, cette dernière ne l’instrumentalisa pas dans le même objectif et de la même manière que l’administration Obama. Ultimement, cette courte analyse démontre que l’internet, en tant que partie du cyberespace, n’est pas seulement qu’un espace de conflictualité entre les États ou un outil de la diplomatie numérique, mais également un élément ou prétexte pouvant être instrumentalisé dans le but d’atteindre des objectifs de politique étrangère comme l’est la politique de l’*Internet Freedom*.

Dans un autre ordre d’idées, on constate qu’en dépit des divers efforts des administrations Trump et Obama dans le cadre de la politique de l’*Internet Freedom*, plusieurs décisions de ces administrations ont ultimement mis à mal l’état de la liberté de l’internet en sol américain. À titre d’exemple, les révélations d’Edward Snowden en 2013 de l’existence de programmes américains de surveillance domestique de masse, dont PRISM et XKeyscore permettant à la NSA de surveiller massivement les communications mobiles et internet de la population américaine abondent en ce sens (Radio-Canada 2013). On remarque ainsi des doubles standards de la part des administrations Trump et Obama qui d’une part, font la promotion de la politique de l*’Internet Freedom* à l’international et d’autre part, mettent à mal la liberté de l’internet aux États-Unis par le biais de divers décisions et actions.

ANNEXES

Source: Voir l’ensemble des budgets fédéraux américains entre FY10 et FY2021 dans la bibliographie.

Source: Open Technology Fund, *Open Technology Fund*, consulté le 22/03/2021, URL <https://www.opentech.fund/news/otf-usagm-internet-freedom-budget-2020/>

### **Bibliographie**

Amendment to Licensing Policy for Items Controlled for Crime Control Reasons. 85 *Federal Register* 194, 6 octobre 2020, p. 63007-63009.

Behsudi, Adam et Doug Palmer, « Trump administration blacklists Chinese firms linked to surveillance of Uighur minority », *POLITICO*, 10 juillet 2019, consulté le 23/03/2021, URL <https://www.politico.com/news/2019/10/07/trump-china-uighur-surveillance-038309>

Biddle, Sam, « The Filthy Hypocrisy of America’s “Clean” China-Free Internet », *The Intercept*, 6 août 2020, consulté le 05/11/2020, URL <https://theintercept.com/2020/08/06/the-filthy-hypocrisy-of-americas-clean-china-free-internet/>

Brown, Ian, « The Global Online Freedom Act », *Georgetown Journal of International Affairs*, vol. 14, no. 1, 2013, 153‑160, consulté le 10/02/2021, URL <http://www.jstor.org/stable/43134395>

Clinton, Hillary Rodham, «Remarks on Internet Freedom», The Newseum, 21/01/2010, consulté le 14/03/2022, URL <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2010/01/135519.htm>

Clinton, Hillary Rodham, « Internet Rights and Wrong: Choices and Challenges in a Networked World », George Washington University, 15/02/2011, consulté le 14/03/2022, URL <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/02/156619.htm>

Clinton, Hillary Rodham, « Conference on Internet Freedom », Fokker Terminal, 8/12/2011, consulté le 14/03/2022, URL <https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/12/178511.htm>

Coalition pour la liberté en ligne, *Dossier documentaire*, s.d., consulté le 28/02/2021, URL <https://freedomonlinecoalition.com/wp-content/uploads/2018/04/FOC-Document-Pack-French.pdf>

Congressional Research Service*, U.S. Export Control Reforms and China: Issues for Congress*, 2021, consulté le 26/02/2021, URL <https://fas.org/sgp/crs/natsec/IF11627.pdf>

Denardis, Laura, « The Internet Freedom Oxymoron », *The Internet in Everything*, Yale University Press, 2020, 163‑187, consulté le 10/02/2021, ISBN 978-0-300-23307-0

Fang, Lee, « FBI Expands Ability to Monitor Social Media, Location Data », *The Intercept*, 24 juin 2020, consulté le 24/03/2021, URL <https://theintercept.com/2020/06/24/fbi-surveillance-social-media-cellphone-dataminr-venntel/>

Fidler, David P., « The Internet, Human Rights, and U.S. Foreign Policy: The Global Online Freedom Act of 2012 », *American Society of International Law*, vol. 16, no. 18, 2013, 153-160, consulté le 10/02/2021, URL <https://www.jstor.org/stable/43134395>

Fidler, David P., « The Clean Network Program: Digital Age Echoes of the “Long Telegram”? », *Council on Foreign Relations*, 5 octobre 2020, consulté le 05/11/2020, URL <https://www.cfr.org/blog/clean-network-program-digital-age-echoes-long-telegram>

Fidler, David P., « President Trump’s Legacy on Cyberspace Policy », *Council on Foreign Relations*, 2 décembre 2020, consulté le 02/12/2020, URL <https://www.cfr.org/blog/president-trumps-legacy-cyberspace-policy>

Fidler, David P., « Requiem for the Internet Freedom Strategy », *Council on Foreign Relations*, consulté le 07/02/2021, URL <https://www.cfr.org/blog/requiem-internet-freedom-strategy>

Freedom House, *Freedom House*, consulté le 28/01/2021, URL <https://freedomhouse.org/country/united-states/freedom-net/2020>

Fontaine, Richard et Will Rogers, *Internet Freedom: A Foreign Policy Imperative in the Digital Age*, Center for a New American Security, 2011, consulté le 14/03/2021, URL <https://www-jstor-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/stable/resrep06370?seq=1#metadata_info_tab_contents>

Freedom House, *Freedom on the Net 2012*, 2012, consulté le 25/02/2021, URL <https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-02/FOTN_2012_Summary_Findings.pdf>

Freedom House, *Freedom on the Net 2013*, 2013, consulté le 25/02/2021, URL <https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-02/FOTN_2013_Summary_Findings.pdf>

Gallagher, Ryan, « Middle East Dictators Buy Spy Tech from Company Linked to IBM and Google », *The Intercept*, 6 août 2020, consulté ;e 07/02/2021, URL <https://theintercept.com/2019/07/12/semptian-surveillance-mena-openpower/>

Gallagher, Ryan, « How U.S. Tech Giants Are Helping to Build China’s Surveillance State »,  *The Intercept*, 11 juillet 2019, consulté le 07/02/2021, URL <https://theintercept.com/2019/07/11/china-surveillance-google-ibm-semptian/>

Gallagher, Ryan, « U.S. Company Faces Backlash After Belarus Uses Its Tech to Block Internet », *Bloomberg*, 11 septembre 2020, consulté le 31/01/2021, URL <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-09-11/sandvine-use-to-block-belarus-internet-rankles-staff-lawmakers>

German, Mike, « The FBI has a history of targeting black activists. That’s still true », *The Guardian*, 26 juin 2020, consulté le 24/03/2021, URL <http://www.theguardian.com/commentisfree/2020/jun/26/fbi-black-activism-protests-history>

Global Affairs Canada. *Internet freedom*. Consulté le 24/03/2021, URL <https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/human_rights-droits_homme/internet_freedom-liberte_internet.aspx?lang=eng>

Goodin, Robert E. et Charles Tilly, *Oxford Handbook of Contextual Political Analysis, The*, Oxford University Press, 2006, 881, ISBN 978-1-280-90464-6.

Haggart, Blayne, Michael Jablonski et Félix Gariépy, « Internet freedom and copyright maximalism: Contradictory hypocrisy or complementary policies? », *The Information Society*, vol. 33, no. 3, 2017, 103‑118, consulté le DOI [10.1080/01972243.2017.1294128](https://doi.org/10.1080/01972243.2017.1294128)

Hope, Dunstan, « Global network initiative: An ethical compass for information and communications firms in the internet age », *Global Business and Organizational Excellence*, vol. 30, no. 3, 2011, 7‑14, consulté le 16/03/2021, DOI <https://doi.org/10.1002/joe.20373>

Hsu, Spencer S., « Trump administration is crippling international Internet freedom effort by withholding funds, officials say », *Washington Post*, 31 juillet 2020, consulté le 21/01/2021, URL <https://www.washingtonpost.com/local/legal-issues/trump-administration-withholds-20-million-crippling-international-internet-freedom-effort-officials-say/2020/07/31/eea0a9c0-d2a1-11ea-8d32-1ebf4e9d8e0d_story.html>

Huhe, Narisong, Min Tang et Jie Chen, « Creating Democratic Citizens: Political Effects of the Internet in China », *Political Research Quarterly*, vol. 71, no. 4, 2018, 757‑771, consulté le 10/02/2021, URL <http://www.jstor.org/stable/26600626>

Internet Anti-Censorship Division, *Internet Anti-Censorship 2013*, 2013 consulté le 15/03/02021, URL <https://www.usagm.gov/wp-content/media/2013/05/Anti-Censorship-Fact-Sheet-May-2013.pdf>

Internet Anti-Censorship Division*, Internet Anti-Censorship 2014*, 2014, consulté le 15/03/2021, URL <https://www.usagm.gov/wp-content/media/2014/04/InternetAntiCensorshipFactSheet_3_2014.pdf>

Internet Anti-Censorship Division*, Internet Anti-Censorship 2015*, 2015, consulté le 15/03/2021, URL <https://www.usagm.gov/wp-content/media/2015/04/Anti-Censorship-Fact-Sheet-10182015.pdf>

Jardin, Xeni, « Exporting Censorship », *The New York Times*, 9 mars 2006, consulté le 16/03/2021, URL <https://www.nytimes.com/2006/03/09/opinion/exporting-censorship.html>

Joyce, Daniel, « Internet Freedom and Human Rights », *European Journal of International Law*, vol. 26, no. 2, 2015, 493‑514, consulté le 17/03/2021, DOI [10.1093/ejil/chv021](https://doi.org/10.1093/ejil/chv021)

Landler, Mark et Brian Knowlton, « State Department to Announce Internet Freedom Policy », *The New York Times*, 14 février 2011, consulté le 27/01/2021, URL <https://www.nytimes.com/2011/02/15/world/15clinton.html?searchResultPosition=6>

Kaska, Kadri, Henrik Beckvard et Tomáš Minárik, *Huawei, 5G and China as a Security Threat*, NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence, 2019,consulté le 1/03/2021, <https://ccdcoe.org/uploads/2019/03/CCDCOE-Huawei-2019-03-28-FINAL.pdf>

Lucas, George R., « NSA Management Directive #424: Secrecy and Privacy in the Aftermath of Edward Snowden », *Ethics & International Affairs*, vol. 28, no. 1, 2014, 29‑38, consulté le 17/06/2021, DOI [10.1017/S0892679413000488](https://doi.org/10.1017/S0892679413000488)

Luhr, Nadia L, « Iran, Social Media, and U.S. Trade Sanctions: The First Amendment Implications of U.S. Foreign Policy », *First Amendement Law Review*, vol. 8, no. 2, 2010, 500‑531, consulté le 12/03/2022, URL <https://scholarship.law.unc.edu/cgi/viewcontent.cgi?referer=&httpsredir=1&article=1122&context=falr>

Marks, Joseph, « Hillary Clinton: “Internet freedom” activist? », *POLITICO*, 8 octobre 2015, consulté le 04/04/2022, URL <https://www.politico.com/story/2015/08/hillary-clinton-2016-internet-freedom-121229>

McCarty, Tom, « Trump threatens social media after Twitter puts warning on his false claims », *the Guardian*, 27 mai 2020, consulté le 28/01/2021, URL <http://www.theguardian.com/us-news/2020/may/27/trump-twitter-social-media-threat-conservatives>

Moloney Figliola, Patricia, Casey L. Addis et Thomas Lum, *U.S. Initiatives to Promote Global Internet Freedom: Issues, Policy, and Technology*, Congressional Research Service, 2011, consulté le 1/03/2021, URL <https://fas.org/sgp/crs/row/R41120.pdf>

Moloney Figliola, Patricia, *Promoting Global Internet Freedom: Policy and Technology*, Congressional Research Service, 2013, consulté le 15/04/2021, URL <https://fas.org/sgp/crs/row/R41837.pdf>

Morozov, Evgeny, *The Net Delusion: The Dark Side of Internet*, PublicAffairs, 2012, 438, ISBN 9781586488741

Office of Internet Freedom, *Office of Internet Freedom 2018*, 2018, consulté le 20/03/2021, URL <https://www.usagm.gov/wp-content/uploads/2018/05/OIF-Factsheet_Apr-2018_Rev.pdf>

Office of the Spokesperson, «Highlights of State Department and USAID Efforts to Support Press and Media Freedom», Washington, 1/05/2015, consulté le 14/03/2022, URL <https://2009-2017.state.gov/r/pa/prs/ps/2015/05/241416.htm>

Open Technology Fund, *Open Technology Fund*, consulté le 22/03/2021, URL <https://www.opentech.fund/news/otf-usagm-internet-freedom-budget-2020/>

Perri, Maura, « Build the (Fire)Wall!: Potential Dangers to Internet Freedom under the Trump Administration », *Duquesne Law Review*, vol. 57, no. 1, 2019, 169, consulté le 17/06/2021, URL <https://dsc.duq.edu/dlr/vol57/iss1/10>

Powers, Shawn M. et Michael Jablonski, *The Real Cyber War: The Political Economy of Internet Freedom*, University of Illinois Press, 2015, 288, ISBN 978-0252080708

Radio-Canada, « La NSA, de XKeyscore à PRISM ». Radio-Canada, 23 août 2013, consulté le 25/02/2021, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/628695/nsa-renseignement-secret-programme-prism-xkeyscore-verizon>

Risen, James, « Battle Heats Up Over Exports of Surveillance Technology », *The New York Times*, 31 octobre 2015, consulté le 18/03/2021, URL <https://www.nytimes.com/2015/11/01/world/middleeast/battle-heats-up-over-exports-of-surveillance-technology.html>

Reuters Staff, « Trump says people protesting in Washington Thursday were “thugs” », *Reuters*, 29 août 2020, consulté le 24/03/2021, URL <https://www.reuters.com/article/us-usa-washington-trump-thugs-idUSKBN25O359>

Rød, Espen Geelmuyden et Nils B. Weidmann, « Empowering activists or autocrats? The Internet in authoritarian regimes », *Journal of Peace Research*, vol. 52, no. 3, 2015, 338‑351, consulté le 10/02/2021, URL <http://www.jstor.org/stable/24557404>

Salamatian, Kavé, « Trump contre Huawei : enjeux géopolitiques de la 5G », *Herodote*, vol. N° 177-178, no. 2, 2020, 197‑213, consulté le 21/01/2021, URL <http://www.cairn.info/revue-herodote-2020-2-page-197.htm>

Sanger, David E., « Hillary Clinton Urges Silicon Valley to ‘Disrupt’ ISIS », *The New York Times*, 6 décembre 2015, consulté le 07/02/2021, URL <https://www.nytimes.com/2015/12/07/us/politics/hillary-clinton-islamic-state-saban-forum.html>

Segal, Adam, « The Internet Freedom Agenda: Not Dead, but Not Exactly Thriving Either », *Council on Foreign Relations*, 21 mai 2018, consulté le 28/01/2021, URL <https://www.cfr.org/blog/internet-freedom-agenda-not-dead-not-exactly-thriving-either>

Segal, Adam, « The Coming Tech Cold War With China », *Foreign Affairs*, 11 septembre 2020, consulté le 06/11/2020, URL <https://www.foreignaffairs.com/articles/north-america/2020-09-09/coming-tech-cold-war-china>

Sen. Bob Casey, *Senators Announce Formation of Global Internet Freedom Caucus*, consulté le 25/02/2021, URL <https://www.casey.senate.gov/newsroom/releases/senators-announce-formation-of-global-internet-freedom-caucus>

Shell, Jeff, « A U.S. agency that nurtures Internet freedom in China », *Washington Post*, 13 décembre 2013, consulté le 16/03/2021, URL <https://www.washingtonpost.com/opinions/a-us-agency-that-nurtures-internet-freedom-in-china/2013/12/13/90c22440-635a-11e3-af0d-4bb80d704888_story.html>

Speri, Alice, « The Strange Tale of the FBI’s Fictional “Black Identity Extremism” Movement », *The Intercept*, 23 mars 2019, consulté le 24/03/2021, URL <https://theintercept.com/2019/03/23/black-identity-extremist-fbi-domestic-terrorism/>

Stone, Brad, « Aid Urged for Groups Fighting Internet Censors », *The New York Times*, 20 janvier 2010, consulté le 14/03/2021, URL <https://www.nytimes.com/2010/01/21/technology/21censor.html>

Swanson, Ana, « Trump Officials Battle Over Plan to Keep Technology Out of Chinese Hands », *The New York Times*, 23 octobre 2019, consulté le 21/03/2021, URL <https://www.nytimes.com/2019/10/23/business/trump-technology-china-trade.html>

Swanson, Ana, « U.S. Imposes Sanctions on 11 Chinese Companies Over Human Rights », *The New York Times*, 20 juillet 2020, consulté le 23/03/2021, URL <https://www.nytimes.com/2020/07/20/business/economy/china-sanctions-uighurs-labor.html>

The White House, *Executive Order on Preventing Online Censorship*, consulté le 24/06/2020, URL <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/executive-order-preventing-online-censorship/>

The White House, *National Cyber Strategy of the United States of America*, 2018, consulté le 28/01/2021, URL <https://trumpwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2018/09/National-Cyber-Strategy.pdf>

Topaz, Jonathan, « Kerry: Snowden a “coward ... traitor” », *POLITICO*, 28 mai 2014, consulté le 17/03/2021, URL <https://www.politico.com/story/2014/05/edward-snowden-coward-john-kerry-msnbc-interview-nsa-107157>

Toyama, Kentaro et Mark Cooper, « Internet freedom: Not a foreign-policy issue », *Issues in Science and Technology*, vol. 28, no. 4, 2012, 18‑20, consulté le 10/02/2021, URL <http://www.jstor.org/stable/43315635>

Torfing, Jacob, « Rethinking path dependence in public policy research », *Critical Policy Studies*, vol. 3, no. 1, 2009, 70‑83, consulté le 10/02/2021, DOI [10.1080/19460170903158149](https://doi.org/10.1080/19460170903158149)

U.S. Department of State, *The Clean Network*, consulté le 05/11/2020, URL <https://www.state.gov/the-clean-network/>

U.S. Department of State. *Freedom Online Coalition Statement on COVID-19 and Internet Freedom*. En ligne. <<https://2017-2021.state.gov/freedom-online-coalition-statement-on-covid-19-and-internet-freedom/>>. Consulté le 23/03/2021.

U.S. Department of States*, Guidance on Implementing the UN Guiding Principles for Transactions Linked to Foreign Government End-Users for Products or Services with Surveillance Capabilities*, 2020, consulté le 28/01/2021, URL <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/09/DRL-Industry-Guidance-Project-FINAL-508.pdf>

U.S. Department of State*, Thematic Programming Priorities*, consulté le 28/01/2021, URL <https://2017-2021.state.gov/key-topics-bureau-of-democracy-human-rights-and-labor/programs/thematic-programming-priorities/>

U.S. House of Representatives, *Consolidated Appropriations Act, 2010*, Public Law 111-117, Government Printing Office, 2009, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.govinfo.gov/content/pkg/PLAW-111publ117/html/PLAW-111publ117.htm>

U.S. House of Representatives, *The Department of Defense and Full-Year Continuing Appropriations Act, 2011*, Public Law 112-10, Government Printing Office, 2011, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.govinfo.gov/content/pkg/PLAW-112publ10/html/PLAW-112publ10.htm>

U.S. House of Representatives, *Consolidated Appropriations Act, 2012*, Public Law 112-77, Government Printing Office, 2011, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.govinfo.gov/content/pkg/PLAW-112publ175/html/PLAW-112publ175.htm>

U.S. House of Representatives, *Consolidated and Further Continuing Appropriations Act, 2013*, Public Law 113-6, Government Printing Office, 2013, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.govinfo.gov/content/pkg/PLAW-113publ6/html/PLAW-113publ6.htm>

U.S. House of Representatives, *Consolidated Appropriations Act, 2014*, Public Law 113-76, Government Printing Office, 2013, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.govinfo.gov/content/pkg/PLAW-113publ76/pdf/PLAW-113publ76.pdf>

U.S. House of Representatives, *Consolidated and Further Continuing Appropriations Act, 2015*, Public Law 113-235, Government Printing Office, 2014, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.congress.gov/113/plaws/publ235/PLAW-113publ235.pdf>

U.S. House of Representatives, *Consolidated Appropriations Act, 2016*, Public Law 114-113, Government Printing Office, 2015, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.govinfo.gov/content/pkg/PLAW-114publ113/html/PLAW-114publ113.htm>

U.S. House of Representatives, *Consolidated Appropriations Act, 2017*, Public Law 115-31, Government Printing Office, 2017, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.congress.gov/115/plaws/publ31/PLAW-115publ31.pdf>

U.S. House of Representatives, *Consolidated Appropriations Act, 2018*, Public Law 115-141, Government Printing Office, 2018, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.congress.gov/115/plaws/publ141/PLAW-115publ141.pdf>

U.S. House of Representatives, *Consolidated Appropriations Act, 2019*, Public Law 116-6, Government Printing Office, 2019, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.congress.gov/116/bills/hjres31/BILLS-116hjres31enr.pdf>

U.S. House of Representatives, *USA Freedom Act of 2015*, Public Law 114-23, Government Printing Office, 2015, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.congress.gov/114/plaws/publ23/PLAW-114publ23.htm>

U.S. House of Representatives, *Further Consolidated Appropriations Act, 2020*, Public Law 116-94, Government Printing Office, 2019, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.congress.gov/116/plaws/publ94/PLAW-116publ94.pdf>

U.S. House of Representatives, *Consolidated Appropriations Act, 2021*, Public Law 116-260, Government Printing Office, 2020, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.congress.gov/116/plaws/publ260/PLAW-116publ260.pdf>

U.S. Senate, *FISA Amendments Reauthorization Act of 2017*, Public Law 115-118, Government Printing Office, 2018, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.congress.gov/115/plaws/publ118/PLAW-115publ118.pdf>

U.S. Senate, Committee on Foreign Relations, *Another U.S. Deficit - China and America Public Diplomacy in the Age of the Internet*, S. Prt. 112-15, Government Printing Office, 2011, consulté le 14/03/2022, URL <https://www.govinfo.gov/content/pkg/CPRT-112SPRT64768/pdf/CPRT-112SPRT64768.pdf>

USAGM, *CEO Pack revives USAGM’s Office of Internet Freedom; agency funds internet firewall circumvention technologies*, consulté le 23/01/2021, URL <https://www.usagm.gov/2020/08/18/ceo-pack-revives-usagms-office-of-internet-freedom-agency-funds-internet-firewall-circumvention-technologies/>

Valeriano, Brandon, « “Closing that Internet Up”: The Rise of Cyber Repression », *Council on Foreign Relations*, 13 janvier 2016, consulté le 15/11/2020, URL <https://www.cfr.org/blog/closing-internet-rise-cyber-repression>

Vandal, Gilles. « L’exceptionnalisme comme fondement moral ». dans Charles-Philippe David et Frédérick Gagnon (dir.), *Théories de la politique étrangère américaine: Auteurs, concepts et approches*, Presses de l’Université de Montréal, 2018, 109-158, ISBN [978-2-7606-3856-3](https://www.pum.umontreal.ca/catalogue/theories-de-la-politique-etrangere-americaine1#achat_en_ligne)

Verma, Pranshu, « Trump Appointee Seeks to Cut Off Funding for Global Internet Access Group », *The New York Times*, 19 décembre 2020, consulté le 23/03/2021, URL <https://www.nytimes.com/2020/12/19/us/politics/trump-appointee-seeks-to-cut-off-funding-for-global-internet-access-group.html>

Volz, Dustin, « Trump signs bill renewing NSA’s internet surveillance program », *Reuters*, 20 janvier 2018, consulté le 24/03/2021, URL <https://www.reuters.com/article/us-usa-trump-cyber-surveillance-idUSKBN1F82MK>

Yardley, Jim, « Chief Says Google Won’t Fight Chinese Censorship », *The New York Times*, 12 avril 2006, consulté le 25/02/2021, URL <https://www.nytimes.com/2006/04/12/technology/chief-says-google-wont-fight-chinese-censorship.html>

Wassenaar Arrangement Secretariat*, Wassenaar Arrangement on Export Controls for Conventional Arms and Dual-Use Goods and Technologies*, 2019, consulté le 14/03/2021, URL <https://www.wassenaar.org/app/uploads/2021/12/Public-Docs-Vol-I-Founding-Documents.pdf>

1. Cette expression est en opposition à la notion de fragmentation de l’internet, notamment par l’érection de barrières technologiques (ex. Le mur pare-feu internet (*Great Firewall*) en Chine) [↑](#footnote-ref-1)
2. Tout au long de la note d’analyse nous ferons parfois l’usage du terme « liberté de l’internet ». Terme très vague dans la littérature scientifique, nous l’utiliserons ici de la même manière que la classe politique américaine, soit comme faisant surtout à la liberté *sur* internet. [↑](#footnote-ref-2)
3. Les technologies à double usage sont des technologies n’ayant pas été conçues à des fins militaires, mais pouvant être reprises à des fins militaires (ex. la technologie nucléaire) [↑](#footnote-ref-3)
4. Ce groupe religieux persécuté par le régime chinois soutient la politique de Trump vis-à-vis de la Chine en plus de propager des messages pro-Trump. Voir (Verma 2020) [↑](#footnote-ref-4)
5. Cette vision fut utilisée notamment par Ronald Reagan pour désigner l’Union Soviétique comme l’« Empire du mal »  et par George W. Bush pour désigner les pays hostiles aux États-Unis comme l’« Axe du mal ».  (voir Gilles Vandal 2018, 144 -147) [↑](#footnote-ref-5)